PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

VOIX OUVRIERE

ORGANE DE LUTTE OUVRIÈRE, POUR UNE DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE DES SYNDICATS ET POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE PROLÉTARIEN

4 NOVEMBRE 1963 — N° 22 — BIMENSUEL — 50 centimes

SOMMES-NOUS vraiment si loin DE LA GRÈVE GÉNÉRALE ?

CETTE semaine sera encore marquée par des grèves importantes : grèves de l'E.D.F., du G.D.F. et des fonctionnaires, quelques arrêts de travail prévus dans les P.T.T. et grèves pour les enseignants et la R.T.F.

Ces grèves, comme celles qui les ont précédées, verront la quasi totalité des travailleurs intéressés y participer. Indiscutablement, l'ensemble de la classe ouvrière est prêt à entrer en lutte pour la défense de son niveau de vie.

Il ne dépend donc que des ordres des Centrales syndicales que tous les travailleurs du pays débrayent ensemble, au lieu de le faire séparément. En effet, si nous sommes capables de nous mettre en grève, corporation après corporation, à plus forte raison le ferions-nous simultanément. De plus, les organisations syndicales ont, dans certains cas, pris l'initiative de manifestations (employés de Banque au Carrefour Richelieu-Drouot à 18 heures au mois d'octobre) sur la voie publique qui ont été couronnées de succès. Gageons qu'une grève générale, même de 24 heures, accompagnée de manifestations de rues de toutes les corporations réunies, serait un sérieux avertissement pour le gouvernement et les patrons et leur donnerait un avant-goût de ce qui les menacerait si un tel mouvement devait reprendre et durer ne serait-ce que quelques jours.

Des grèves de 24 heures corporation par corporation, ne feront en rien céder le gouvernement et les patrons. Mais une grève générale de 24 heures avec manifestations et menace de grève illimitée aurait de grandes chances de les faire céder, même sur des revendications aussi importantes que l'augmentation générale de 200 fr. par mois, l'Echelle mobile des salaires, retraites et pensions, la réduction de la semaine de travail et la suppression des lois autorisant les entreprises à imposer par le règlement intérieur un horaire supérieur à 40 heures.

Cela n'a rien d'impossible, puisque les travailleurs répondent présent quand les syndicats leur demandent de débrayer. Encore une fois, le rôle des Centrales syndicales est de CENTRALISER nos luttes. Si elles ne le font pas à quoi servent-elles, et qui servent-elles, sinon le patronat et le gouvernement ?

D'ailleurs l'immense majorité des travailleurs est consciente de l'inutilité ou même de l'aspect négatif des grèves partielles et tournantes. A tel point que la C.G.T. se voit souvent obligée, dans ses circulaires intérieures, de défendre ce type de grèves auprès de ses propres militants. A la Régie Renault — c'est un exemple d'autant plus rare qu'il mérite d'être signalé — la Commission Exécutive d'une Section syndicale C.G.T. a organisé un référendum parmi les travailleurs de son secteur sur la question des grèves tournantes. Le résultat a été, évidemment, que seule une toute petite minorité (4 %) des travailleur interrogés s'est déclarée pour les grèves tournantes alors que la majorité (64 %) se prononçait pour la grève générale, les autres étant partisans de la grève à l'échelon de l'usine.

Cela est un exemple à suivre. Evidemment, il ne faut pas compter que beaucoup de syndicats ou de sections syndicales prennent de telles initiatives. Les responsables syndicaux, dans bien des cas, ne tiennent pas du tout à voir le résultat de tels référendums marqué noir sur blanc. C'est donc aux militants syndicaux honnêtes vis-à-vis de leur classe, à tous les travailleurs conscients, d'en prendre l'initiative. Une feuille de papier posant la question nettement, et circulant de main en main, fait l'affaire. La répétition et l'extension de telles démonstrations placeraient les militants syndicaux de base devant leurs responsabilités et les mettraient en demeure de choisir entre la solidarité avec leurs compagnons de travail, et le respect aveugle des tactiques erronées, démoralisantes et démobilisatrices des directions syndicales. Faire cela serait nous préparer à prendre notre propre sort entre nos propres mains et à décider nous-mêmes des objectifs de nos luttes, des moyens à employer pour les atteindre, et finalement à organiser nos grèves nous-mêmes.

Nous ne pouvons pas rester insensibles à la dégradation de notre niveau de vie. Nous ne pouvons pas non plus continuer à nous abrutir au travail en faisant le nombre d'heures annuel le plus grand d'Europe, malgré les quatre semaines de congés payés. Nous sommes des hommes et non des bêtes.

Depuis un mois des milliers de travailleurs se sont mis en grève. Pas besoin d'être devin pour savoir que, pendant plusieurs semaines encore, des milliers d'autres entreront en lutte SEPAREMENT par la volonté des Centrales Syndicales.

Seule l'unification de tous ces mouvements, en réunissant toutes nos forces contre nos ennemis, pourrait nous amener la victoire. Les Centrales Syndicales mentent quand elles disent que nous ne sommes pas prêts pour une grève générale, puisque nous la faisons, cette grève générale, dans les plus mauvaises conditions... par petits bouts. Alors ?

V. O.

Pour que les vieux puissent faire la bombe

Nous avons eu droit à une émission télévisée de la R.T.F. pour préparer et appuyer la journée nationale des vieux.

Nous, travailleurs, versons à la Sécurité Sociale et aux différentes caisses de retraite. L'Etat, lui, a créé un fonds national de solidarité. Pour cela il a institué la vignette automobile. Il a détourné cet argent pour d'autres activités. Et maintenant il fait la quête parmi nous pour les vieux.

Nous proposons une solution simple : que l'Etat ventile le budget de la force de frappe au fonds de solidarité et qu'il organise des quêtes pour la force de frappe. Les vieux auront de quoi vivre. Quant à la guerre, si on ne peut pas la faire, ça n'en sera que mieux.

LA FÊTE DES MORTS

Le numéro mille de la « Vie Ouvrière » vient de sortir, et à ce propos le journal rappelle quelques pages de son histoire.

Malheureusement pour les lecteurs « on » a arraché des pages à cette histoire : en particulier, (la rédaction ?) réussit le tour de force de parler du groupe internationaliste de la « Vie Ouvrière » qui, pendant la guerre de 14-18 lutta contre le courant nationaliste, sans parler de son fondateur et animateur : Pierre Monatte, qui, lui, connut à l'époque la prison tandis que le vénérable Cachin sombrait dans « l'Union Sacrée » et se faisait le porte-parole de la propagande militariste et belliciste du Gouvernement.

Le 1.000e numéro de la « Vie Ouvrière » c'est le 1.000e numéro depuis la fin de la dernière guerre, depuis le début de la deuxième série. Et cette deuxième série ne ressemble guère à la première : en 14, la « Vie Ouvrière » a lutté contre le chauvinisme de la direction de la CGT et proposait des méthodes de lutte autres que les « grèves tournantes » (« grève générale » peut-on lire sur les photos des vieux numéros : de quoi vous faire traiter aujourd'hui de diviseur de la classe ouvrière !). Or en 1940, bien que la guerre ait été aussi une guerre impérialiste, la CGT a emboîté le pas à la bourgeoisie française dans la propagande chauvine. Et en 45, la « Vie Ouvrière » deuxième série a été à la tête de la campagne pour le redressement de la France capitaliste. Il suffit de se rappeler les « produire d'abord... » et les « retroussez vos manches ».

En fait, la « Vie Ouvrière » qui a « un demi-siècle », a bien vieilli et est devenu gâteuse : il y a loin de la « Vie Ouvrière » de Monatte à celle des Frachon et consorts.

Et s'il est une « V. O. » qui continue la lutte du groupe de révolutionnaires rassemblés autour de Monatte, ce n'est pas celle qui fête aujourd'hui son millième numéro.

A LA REDRESSE

Ils sont indisciplinés, « ils n'ont conscience ni du respect dû à la hiérarchisation ni du service de la patrie ». Ils n'ont plus « la peur physique de l'autorité aussi bien celle de l'entreprise que celle du gouvernement ».

Il faut les dresser. C'est simple... au service militaire.

C'est ce que vient de décider le gouvernement espagnol pour les mineurs asturiens qui, de juillet à octobre, se sont encore opposés ouvertement au régime dans une série de grèves. Dans un long rapport adressé au secrétaire général du Mouvement et délégué national des syndicats, M. LABADIE OTERMIN, conseiller national du Mouvement, étudie les principales causes politiques du malaise social qui se manifeste en particulier chez les mineurs asturiens.

Alors que la discipline régnait jusqu'en 1950, grâce à la présence permanente de la police et de l'armée dans le bassin minier, avec le relèvement général de l'économie, l'emploi ouvert de la force devient plus difficile.

Le rapport souligne l'indiscipline des mineurs, qui sont dans la presque totalité opposés au régime. Elle serait due, d'après le rapporteur (« Le Monde » du 1er novembre) au « manque de main-d'œuvre, à l'absence de son sens social dans les entreprises, à l'exemption du service militaire pour les mineurs ».

Nous savions déjà à quoi servaient les années passées sous les drapeaux ; en Espagne, les gouvernants ne se gênent pas pour l'avouer. Mais, en Espagne comme ailleurs, les dirigeants ne font pas ce qu'ils veulent. L'envoi sous les drapeaux pendant deux ans des jeunes mineurs de 20 ans va aggraver le manque de main-d'œuvre. Et quand les jeunes reviendront, non seulement ils n'auront pas le « respect » de l'autorité, mais ils auront pour elle une haine solide. Et ils auront appris à se servir d'un fusil.

DES CLASSES, PAS DE CANON

Dernièrement, les étudiants de la Faculté des Lettres et de Droit ont manifesté leur mécontentement au sujet du manque de locaux et de cadres universitaires. Le grand amphithéâtre de la Sorbonne prévu pour 2.000 étudiants ne pouvait accueillir les 3.500 présents. Aussi les 1.500 autres se sont-ils massés tout autour de la salle et ont manifesté aux cris de : « Des cours, des locaux. »

L'Etat bourgeois trouve toujours de l'argent pour investir dans des sociétés capitalistes (sociétés pétrolières et autres), ou pour l'armement.

« Après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple » disait Danton, représentant de la bourgeoisie révolutionnaire en 1789. Mais, pour la bourgeoisie du XXe siècle, classe décadente qui se survit à elle-même, la culture est le dernier de ses soucis.

Un véritable malthusianisme règne à l'université. L'Etat ne forme qu'un minimum de chercheurs scientifiques. Sur cent étudiants débutant leurs études de licence, 25 seulement les terminent. L'Etat bourgeois préfère, par souci d'économie, laisser le soin de l'éducation à des pédagogues insuffisamment compétents (professeurs auxiliaires ou simplement licenciés). La situation lamentable qui existe dans l'université « gratuite et ouverte à tous », n'est que la conséquence du peu de cas des besoins de culture des masses que font les dirigeants bourgeois. Ce n'est pas le régime bourgeois dont la course au profit est le moteur, qui peut fournir à la population l'instruction qui lui est nécessaire.

Dans le régime socialiste dont le but principal sera la satisfaction des besoins de la société, la culture démocratique et ouverte à tous cessera alors d'être un mythe pour devenir une réalité.

LEUR VICTOIRE PAS LA NOTRE

Cette année la commémoration du 11 novembre sera avancée au 8, jour ouvrable. Chaque fois à pareille époque, nous avons dénoncé le caractère hypocrite de cette cérémonie, d'autant plus qu'elle réunissait représentants des ouvriers et des patrons. S'il est concevable que ces derniers célèbrent l'issue victorieuse d'une guerre engendrée par le régime capitaliste pour maintenir ses profits, la présence à leurs côtés des représentants syndicaux, en cette circonstance ne s'impose pas. Nous pensons qu'étant donné le climat actuel, ils pourraient s'abstenir ou, s'ils tiennent à marquer le 11 novembre, le faire séparément ce qui leur donnerait toute latitude pour dénoncer honnêtement les véritables causes de la guerre 14-18. C'est la moindre des choses.

LE MÉTRO tu connais ?

Dernièrement, a eu lieu à Paris la première projection du film « Cléopatre ». Pour fêter cet événement, tant attendu par le Tout-Paris, on fit bien les choses. Les invités, toute pudeur exclue, se virent proposer un moyen de transport inattendu... pour eux : le métro.

Convoqués aux Invalides, afin sans doute d'y pouvoir sans gêne garer leurs carrosses, on les transporta place Clichy par le métro. Mais quel métro ! Des trains spéciaux, directs, furent mis à leur disposition et, pour éviter l'affluence qui risquait de souiller les visons, on fit en sorte que seules les places assises fussent occupées. Comme le rapporte le journal « Le Monde », les commentaires fusaient : « C'est vraiment tellement merveilleux, ce métro ; vraiment, je ne connaissais pas... »

Pourquoi ne leur propose-t-on pas de poursuivre dans cette voie d'explorateurs qu'ils apprécient tant : invitons-les donc à s'encanailler dans le métro à six heures le matin !

QUI SERA le plus gêné ?

Les travailleurs de l'E.D.F. ont décidé un mouvement de grève pour mercredi. Le gouvernement a autorisé les patrons à faire récupérer les heures perdues dans les entreprises. C'est une nouvelle entorse au droit de grève.

Mais que pourraient Gouvernement et Patronat si ce jour-là les travailleurs des autres secteurs étaient aussi en grève ?

La diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires nous intéressent tous.

Nos chances de succès c'est de grouper nos efforts, et de plus nous éviterions l'inconvénient d'avoir à récupérer.

En luttant les uns après les autres, nous nous gênons mutuellement. En luttant tous ensemble nous sommes le nombre contre une poignée.

IMPORTANT

Prière d'adresser la correspondance à Voix Ouvrière, **29, rue Château-Landon, Paris (10e).**

Envoyer les fonds à M. Maurice Schroedt, même adresse — C.C.P. 9424-78 Paris.

RÉGIE RENAULT (Billancourt)

MOUVEMENT SECRET

Il y a une quinzaine de jours, la Direction était dans tous ses états. Pensez donc, il y avait la révolution à Cléon : les ouvriers, avec un manque de tact révoltant, ont manifesté pour leurs salaires lors d'une visite de l'usine par une délégation allemande. Puis, non contents de cet exploit et las de s'entendre dire que la solution de leurs problèmes dépendait de la Direction Générale, ils ont décidé une « marche sur Paris » et demandé par lettre à être reçu au Ministère du Travail et à Billancourt.

Horreur ! Les secrétaires syndicaux de Billancourt ont été immédiatements convoqués pour s'entendre dire que, « s'ils ne stoppaient pas le mouvement, la Direction dénoncerait les Accords ». De plus, M. Vernier Paillez en personne s'est déplacé à Cléon.

Malgré cela, 200 ouvriers sont venus à Paris, le samedi suivant. Naturellement, aussi bien au Ministère du Travail qu'à la Direction de la Régie, ils se sont heurtés à des portes closes...

Qui l'a su à l'usine ? Grâce à l'action conjuguée de la Direction et des syndicats, l'affaire est restée confidentielle. Ceux qui ont organisé le mouvement à Cléon se sont bien gardés de le prévoir un jour de semaine où ils auraient pu être accueillis et soutenus par les travailleurs de Billancourt. Et à Billancourt, les travailleurs ont été « informés » de l'affaire par quelques lignes noyées dans un tract de la C.G.T... la semaine suivante.

Voilà comment on organise et coordonne les luttes « victorieuses » des ouvriers.

UNE DIFFERENCE

Un tract intitulé « Unité et Travail » a été diffusé dans notre département. Des âmes toujours bien intentionnées ont tenté d'en attribuer la paternité à « Voix Ouvrière ».

Ce tract qui s'élève à la fois contre le capitalisme et le communisme en rappelant l'anniversaire de l'écrasement de l'insurrection hongroise mais en se gardant bien de rappeler l'anniversaire du soulèvement algérien, émane indiscutablement d'une formation politique de droite.

Mais si ces éléments peuvent faire une démagogie facile en amalgamant capitalisme et communisme, la responsabilité en incombe à ceux qui ont sali le communisme en écrasant une insurrection populaire.

« Voix Ouvière » s'est élevée contre le crime khrouchtchevien de Budapest en 1956 dans un numéro spécial intitulé « Nous sommes tous des assassins », où, en même temps, elle dénonçait également le crime du capitalisme français dans la guerre d'Algérie. Pendant des années, elle a dénoncé en permanence ce crime. On aimerait connaître la position de « Unité et Travail » sur ce problème.

UNE INFAMIE

Le 5 juin dernier, un militant de la C.G.T. de l'A.O.C. a été exclu de son organisation syndicale après dix-huit ans d'activité dans le même secteur.

Motifs :

1° Ce camarade n'approuvait pas les grèves tournantes.

2° Il parle parfois avec des ouvriers qui publient un bulletin politique dans l'usine (incontestablement le bulletin en question est « Voix Ouvrière »).

Pour exclure ce militant de la C.G.T. on a réuni une assemblée générale de onze membres. Sept ont voté pour, trois se sont abstenus, le camarade exclu a refusé (avec juste raison) de participer à cette machination où on a eu l'outrecuidance de lire trois lettres préparées d'avance réclamant l'exclusion.

Belle manière en réalité de faire avancer l'Unité. De tels procédés sont infamants pour ceux qui les emploient.

(V.O. BATIMENT C.)

UN EXEMPLE A SUIVRE

La Section Syndicale de l'équipe « B » du département 37 a organisé un référendum pour connaître notre opinion sur la forme de lutte que nous pensons être la plus efficace.

64 % se sont prononcés pour la grève générale nationale ; 4 % seulement se sont prononcés pour les grèves tournantes ; les autres pour des mouvements généraux à l'échelle de l'usine.

Ces résultats parlent d'eux-mêmes et il serait souhaitable qu'une telle consultation soit organisée dans toute l'usine. Puisque les dirigeants du syndicat ne veulent pas démordre de leurs gré-grèves, c'est aux militants de base et aux ouvriers d'exprimer leur volonté.

(V.O. BATIMENT C.)

C'EST TROP LUI DEMANDER

Jeudi 31 octobre, les banques ont fait grève. Certains ouvriers ou employés qui ont leur paye virée à un compte en banque ont voulu aller toucher leur argent le mercredi. Désagréable surprise, la paye n'était pas virée.

En général, les payes sont virées quelques jours à l'avance. Pourquoi, alors qu'une grève des banques était prévue, les virements ont-ils été faits au dernier moment ? Serait-ce une mesure spéciale destinée à dresser certains travailleurs contre les grévistes ?

Ceux qui ont un compte à la Financière et Foncière ont pu toucher leur argent jeudi, jour de grève. Sous prétexte de nous rendre le service de nous payer à l'heure on fait jouer le rôle de jaunes à des employés de banque.

Il y aurait une solidarité entre la Direction de la Régie et la Direction des banques que cela ne serait pas étonnant. S'il s'était agi d'assurer la production, la Direction aurait bien trouvé un moyen de pallier la grève des banques. Pour assurer la paye malgré la grève, il suffisait de faire approvisionner les comptes avec une journée d'avance.

La Direction aurait-elle craint alors qu'on l'accuse de coalition avec les grévistes ?

A EDUQUER

Nos vestiaires sont depuis quelque temps l'endroit le moins sûr pour déposer nos effets : il ne se passe pas de jour sans qu'un ou plusieurs cadenas ne soient fraturés et les vestiaires dévalisés.

La direction, toujours soucieuse de protéger la propriété, la sienne bien entendu, en a profité pour nous envoyer la volante faire la chasse, non pas aux voleurs, mais à ceux d'entre nous qui se trouveraient aux vestiaires pendant les heures de travail.

En tous cas, ces vols ont créé une atmosphère de suspicion dans le département et certains vont jusqu'à penser que c'est parmi nos camarades étrangers qu'il faudrait chercher le ou les coupables. D'abord ceci n'est pas sûr du tout et nullement prouvé. Il n'est évidemment pas exclu que parmi eux ou parmi d'autres, quelques individus aient assez peu de conscience pour se livrer à des actes répréhensibles au détriment de camarades de travail, mais la faute de quelques-uns ne peut en aucune façon être rejetée sur l'ensemble. L'élévation du niveau de conscience et l'éducation de ceux qui viennent travailler parmi nous, c'est notre affaire et non celle de la direction. Ce n'est pas en se livrant à un chauvinisme, d'autant moins de mise que maintenant le capital nous exploite par-delà les frontières, que nous aiderons à une prise de conscience de certains attardés.

SAVIEM (St-Ouen)

LA SAVIEM A BLAINVILLE ET NOUS SUR LE PAVE

Une feuille commune aux trois syndicats, distribuée mercredi 23 octobre, nous demandait notre avis sur la décentralisation de la maison. La fantaisie de nos réponses, justifiée par la gravité des centrales, a obligé les délégués à rechercher des réponses orales.

On pourrait croire à de l'indifférence de notre part, bien au contraire cela nous concerne et nous préoccupe au plus haut point. Bien que l'action contre les licenciements, en cas de décentralisation, soit difficile, nous devrions pouvoir demander et obtenir un certain nombre de choses ; entre autres d'être tenus au courant des projets de décentralisation et cela autrement que par des bruits qui courent. La Direction a établi un plan de décentralisation à long terme, ce qu'il nous faut, à nous, c'est un plan de reclassement qui nous permettra de nous reclasser sans perdre aucun des avantages dont nous pouvons bénéficier à l'heure actuelle.

Car, la décentralisation d'une usine se solde par un déplacement de capitaux réinvestis par le patron dans un endroit plus rentable ; pas plus que lors d'une faillite nous n'avons à faire les frais de ce genre d'opération qui nous coûte cher : perte d'ancienneté, d'avantages acquis, etc.

En conclusion, seule une action unie, décidée et préparée assez tôt, pourrait nous protéger contre ces risques. Il est temps de voir les choses en face.

V.O. SAVIEM.

PERMANENCE :

Tous les SAMEDIS de 16 h à 20 h
29, rue Château-Landon
— PARIS (X^e) —

GENÈVE (Ivry)

BETE OU MECHANT ?

Il y a une dizaine de jours, un travailleur de la coupe était licencié : 57 ans, 3 enfants, 11 ans de maison, voilà l'ouvrier que la direction a jeté sur le pavé. Au cours d'une discussion dans laquelle son chef l'avait traité de « bon à rien » parce que sa machine fonctionnait mal, notre camarade aurait menacé ce chefaillon abusif qui s'est empressé de faire un rapport détaillé à la direction.

Les chefs ont une fonction à remplir dans la production, mais certains s'imaginent en plus qu'ils se feront bien voir de la direction en jouant les gardes-chiourmes et en faisant suer le burnous, oubliant ainsi leur propre condition d'exploités.

En dehors de quelques centimes, ils n'ont pourtant aucune reconnaissance à attendre du patron qui utilise leurs talents de prostitués mais qui ne les méprise pas moins pour cela.

Dans ce cas précis, nous aimerions bien savoir si après la sanction qui a frappé notre camarade, le monsieur en question se sent toujours aussi fier de lui.

V.O. GENEVE.

CITROËN (RÉGION PARISIENNE)

LE REVE ET LA REALITE

Un journal du midi a fait paraître dans son numéro du vendredi 18 octobre une annonce concernant les offres d'emplois chez Citroën à Paris pour des jeunes gens à qui l'on garantit des avantages sociaux, cantines, retraites, logement même, pour les célibataires. Nous connaissons le genre d'avantages sociaux que réserve la société Citroën : le travail 48 heures par semaine, une gardechiourme importante et zélée, une cantine où l'on sort avec la faim, quant au logement, il s'agit en fait de centres d'hébergement où l'on entasse les jeunes huit à dix par chambre en leur faisant payer des loyers scandaleux.

Cette annonce n'est que mensonge. Par tous les moyens, la société essaie de trouver de la main-d'œuvre.

P.S. — Cette annonce est un extrait du journal communiste des Bouches-du-Rhône qui n'est vraiment pas regardant sur le choix de ses annonceurs. Aurait-il oublié toutes les précisions que nous avait données l'« Humanité », son équivalent à Paris, quant aux conditions de logements de ces Centres Citroën ?

V.O. CITROEN.

SNECMA (Paris-XIII^e)

DE VILLAROCHE A KELLERMANN

Récemment, à Kellermann, une collecte passait de mains en mains, il s'agissait d'aider financièrement un ouvrier chauffeur à Villaroche, licencié par la Direction. Tous ont participé à ce soutien nécessaire.

Mais beaucoup d'entre nous ont donné sans savoir pourquoi, comment la direction avait pu se permettre de licencier un ouvrier.

Nous avons tout lieu de supposer que le maximum a été fait pour garder ou faire réintégrer ce camarade par les ouvriers du secteur. Les chauffeurs de Villaroche n'étaient pas les derniers à se mettre en lutte.

Pour nous, devant le patron, un ouvrier est toujours défendable. C'est nous tous qui subissons l'exploitation capitaliste.

V.O. S.N.E.C.MA.

CHAUSSON (Gennevilliers)

S'EN SORTIR

On peut, depuis quelque temps, constater que beaucoup de camarades prennent leur compte. La raison en est simple à déterminer. Elle réside dans les conditions de travail auxquelles nous sommes soumis et dans le blocage de fait de nos salaires (grâce à notre « accord »).

Prendre son compte c'est peut-être dans certains cas une solution personnelle, mais cela ne remédie en aucune façon aux causes qui nous font prendre notre compte.

On peut, actuellement, sur le marché du travail, encore espérer trouver un emploi, parfois mieux rémunéré que chez Chausson, et des conditions de travail moins dures. Mais ce n'est possible que pour certains : ceux qui ont une qualification suffisante et qui ne sont pas encore trop usés par l'exploitation.

Pour la grande majorité d'entre nous, la solution de nos problèmes (salaire et conditions de travail), c'est à l'usine même que nous devons les trouver.

Certes ce n'est pas facile, mais en discutant entre nous de ces questions, qui nous concernent de très près, et en s'organisant en conséquence, nous pourrons en sortir, sans quitter... Chausson.

LA CHEVAUCHEE SAUVAGE

A l'usine H, et particulièrement à la Panhard, les cadences ont brusquement augmenté. Bien sûr ce n'est pas la première fois que cela arrive, mais ce qui est nouveau, c'est que la direction, toujours à l'affût de combines nouvelles pour réduire les temps, a fait effectuer les chronométrages par des ouvriers dits « exceptionnels ». Naturellement, ce n'est pas d'eux que vient la décision, mais il est malgré tout lamentable qu'ils aient favorisé la manœuvre de la direction, oubliant qu'ils étaient pour la plupart il n'y a pas si longtemps des O.S. à la production. En réalisant des temps « exceptionnels », ils ont accru *nos* cadences.

Si ces « bourrins exceptionnels » avaient le courage de montrer à l'égard de la direction la même vigueur que celle qu'ils manifestent à l'égard des ouvriers, la direction serait contrainte de mettre un frein à l'aiguille de ses chronomètres.

De toutes façons, quand nous serons déterminés à lutter contre les cadences ; il faudra bien que les quelques « bourrins » égarés rentrent dans le rang.

V.O. CHAUSSON.

PANHARD (Paris-XIII)

PATTES BLANCHES

Il est bizarre, à chaque entrée, d'être obligé de montrer sa carte d'exploité au gardien en guise de laissez-passer. Il est douteux que nos conditions de travail et nos salaires attirent des gens de l'extérieur pour venir travailler chez Panhard, à moins qu'il existe des vicieux désirant travailler clandestinement pour le plaisir de ne pas être payés.

Il y a en tout cas une chose de certaine, c'est qu'il s'agit là d'une brimade de plus que la direction nous fait supporter.

Mais si nous refusions de montrer patte blanche, la direction fermerait-elle ses portes et renoncerait-elle à ses bénéfices ?

V.O. PANHARD.

PEUGEOT (Sochaux)

SALAIRE MENSUEL GARANTI ET 40 HEURES !

Le P.V. de la première réunion du C.E. dont notre nouveau « caïd » tenait la présidence est affiché. Malheureusement ce n'est pas celui que nous attendions, il a été modifié sans aucune protestation de nos représentants. Mr. Taylor vient de marquer un point.

En parcourant ce P.V. nous nous apercevons que ce parleur qui a la langue bien pendue, est pessimiste, il prévoit une crise dans l'industrie automobile en 1965, elle s'accentuera en 1966. Si cela est vrai, il devient urgent pour nous de déposer les revendications suivantes :

— LE SALAIRE MENSUEL GARANTI qui nous mettrait à l'abri d'une baisse éventuelle de nos salaires sûrement prévue par les patrons au cas où la production ralentirait.

— LES 40 HEURES SANS PERTE DE SALAIRE, car, pourquoi continuer à fabriquer autant de voitures maintenant puisqu'en 1965 il en faudra moins, que nous serons réduits au chômage ou encore licenciés. Pourquoi également la direction prévoit-elle déjà de nous faire travailler 9 h. 3/4 au printemps prochain ? (Concurrence, nous dira-t-elle).

Une chose est certaine, le patron n'hésitera pas : plus de voitures à vendre plus besoin de chair à production. « A la porte », dira-t-il. Sans tarder, organisons-nous, en 1965 il sera trop tard. On se bat quand ça tourne, lorsque ça ne tourne plus, il est trop tard. Puis si toute la classe ouvrière de Sochaux fait sienne ces deux revendications et agit pour les faire aboutir, nous n'obtiendrons pas seulement dans l'immédiat une vie meilleure, mais nous aurons obtenu un garantie pour l'avenir.

V.O. PEUGEOT.

UCLAF (Romainville)

JAMAIS LE DIMANCHE

Il est à UCLAF certains services comme la physiologie, l'animalerie, où le personnel est obligé d'effectuer un tour de permanence le samedi et le dimanche. Bien sûr ces heures sont payées en heures supplémentaires, la direction espère ainsi acheter nos dimanches. Mais notre liberté a-t-elle un prix ?

Nous ne commençons vraiment à vivre que lorsque nous quittons l'usine. Nous donnons déjà plus de 8 heures par jour à l'exploitation et la direction essaie encore de nous prendre le peu de temps qui nous reste à nous. Or ce temps-là, pour nous, n'a pas de prix, ce que nous voulons, ce n'est pas une compensation en argent, mais une récupération en temps et chaque heure de notre dimanche vaut plus qu'une heure normale. Il en est de même pour le 1er et le 11 novembre. Nous voulons bien les sacrifier pour effectuer le travail indispensable, mais ce que nous devons exiger en compensation de cette perte de temps, c'est une récupération majorée de notre temps.

BERLIET (Lyon)

LES LEÇONS D'UNE GREVE

A défaut de pouvoir nous montrer les brillants résultats obtenus par la géniale tactique des grèves dites tournantes, tactique pourtant appliquée depuis des années, la CGT, dans une lettre à ses syndiqués, vient de monter en épingle l'exemple des luttes menées l'été dernier chez « Sud-Aviation à Toulouse. Mais, quand on examine attentivement les modes de lutte employés et les résultats obtenus, cela ne peut tromper personne. « 5 h. de grèves par semaine », nous dit-on, mais la lutte a duré 12 semaines. C'est donc en réalité 60 h. (et des heures « chères », des heures à 25 %) qu'ont perdu les travailleurs de Sud-Aviation, soit au minimum l'équivalent de 9 journées entières de travail. — 6 % d'augmentation échelonnés jusqu'à sept. + 1,3 % d'augmentation en moyenne par la majoration des primes d'ancienneté + 60 à 80 F. de prime.

En réalité, si on fait le calcul, on s'aperçoit que cette augmentation (intéressante mais loin de représenter ce qui nous manque à tous pour boucler sans trop de difficultés notre budget) ne se fera sentir qu'à partir du mois de décembre. Et encore cela n'a-t-il été possible que parce que les travailleurs de Sud-Aviation ont montré une extraordinaire combativité (on nous avait expliqué qu'il fallait faire des grèves tournantes parce que les gars « n'étaient pas chauds » tous ensemble. Alors ?).

L'article en question insiste beaucoup sur l'extériorisation des luttes ouvrières pour gagner la sympathie de la population. Mais la population, ce sont les autres travailleurs, et quel meilleur moyen de gagner leur sympathie que de se battre pour des revendications qui sont aussi les leurs et de les inviter à en faire autant.

Pour conclure nous nous contenterons de remarquer que la CGT dit, elle aussi, qu'elle veut « aller plus loin », que c'est son « but » et nous lui demanderons, au lieu de répandre sur notre but les calomnies les plus éculées (la « Voix Ouvrière », voilà l'ennemi, pour ces syndicalistes), de bien vouloir nous dire quand elle jugera la situation mûre pour cela — quand les travailleurs déçus et découragés ne voudront plus se battre ? — ou bien quand ils exigeront de leurs organisations syndicales qu'elles engagent des luttes sérieuses ? Alors à nous, travailleurs, de faire entendre notre voix dans les syndicats ou auprès d'eux. L'unité c'est bien joli, mais pour quoi faire ? Le patronat, voilà l'ennemi !

V.O. BERLIET.

Chantiers de l'Atlantique (Saint-Nazaire)

AGENT DE MAITRISE OU GARDE-CHIOURME ?

Un agent de maîtrise déclarait récemment que « Voix Ouvrière » « tapait » souvent sur eux. Nous saisissons l'occasion pour déclarer que nous aimerions mieux passer sous silence le comportement de certains agents de maîtrise, si celui-ci était ce qu'il devrait être normalement, envers le personnel horaire travaillant sous leurs ordres. Cependant, nous reconnaissons qu'il existe, fort heureusement, des chefs d'équipes et des contremaîtres dont nous ne parlerons sans doute jamais dans ces colonnes, car ils sont restés des hommes dignes, liés à la classe ouvrière, dont ils font partie, ceux-là ont droit à la considération unanime de tous les travailleurs. Mais, hélas, il y en a d'autres et ils sont nombreux, qui auraient pu faire une « belle » carrière militaire en qualité d'adjudants, ou bien encore de gardiens de prison, ils sont bien connus, nous les trouvons dans tous les secteurs, de la zone nord à la zone sud. Nous les avons jugés depuis longtemps, des valets du patron, qui sans doute se fout pas mal d'eux. Ces pauvres types, qui ne savent pas ce que l'avenir leur réserve, feraient bien de réfléchir un peu et de se comporter autrement qu'ils le font et d'adopter une attitude uniquement en fonction de leur emploi et non de garde-chiourme, ayant les uns et les autres les mêmes exploiteurs.

(V.O. - Chantiers de l'Atlantique.)

MICHELIN (Clermont-Ferrand)

OUVRIERS ET PAYSANS

Nombre d'entre nous, qui ne peuvent subsister avec la paye, ont gardé ou acheté un morceau de terre qu'ils cultivent en dehors des heures de travail.

Travail extrêmement pénible d'autant qu'il s'ajoute aux 8 heures à l'usine. Seulement, la petite propriété agricole rapporte de moins en moins et le surplus diminue chaque année. Et puis, il y a les risques d'intempéries et, aussi graves, d'abondance : cette année on vend les pommes 0,20 F le kilo. Parfois, on retrouve à peine l'argent avancé. La réponse à nos difficultés qui consiste à faire avoir un minimum de confort, s'avère de moins en moins efficace.

Mais nos payes ne sont si basses que parce que la Direction sait bien que beaucoup d'entre nous complèteront par ailleurs. Si ce surplus disparaissait, il faudrait bien que la paye soit suffisante.

Dans la région parisienne, les ouvriers n'ont pas de champs mais gagnent parfois 300 F de plus par mois pour le même travail. Pourquoi pas nous ?

(V.O. - Michelin.)

FERMETURE ÉCLAIR PETIT-QUEVILLY

LE CHOIX NOUS RESTE

Ce midi nous aurons à élire une partie de nos délégués, présentés à ce premier tour, par le syndicat. Habituellement, dans la plupart des entreprises les délégués présentés ainsi apparaissent plus comme les représentants des syndicats, que comme ceux des ouvriers.

Ce n'est encore pas le cas pour nous ici et la preuve en est que cette année encore la liste syndicale est ouverte à toutes et à tous, même aux non-syndiqués. De plus, cette liste ne présentant pas un nombre suffisant de candidats pour occuper tous les sièges à pourvoir, permettra un deuxième tour auquel pourra se présenter qui veut.

Seulement si pour le premier tour nous savons que les camarades candidats sont présentés avec l'approbation préalable d'une bonne partie d'entre nous, il n'en est pas obligatoirement de même pour le deuxième tour. Si celui-ci permet à des camarades combatifs de se présenter indépendamment du syndicat, il peut également permettre à certains mouchards et bons larbins de la Direction de se présenter.

Mais cela a bien peu d'importance car ce sera à nous de choisir et même si notre choix n'était pas très bien inspiré cela ne serait qu'une leçon pour l'avenir. Ce qui est beaucoup plus important dans la façon dont vont se dérouler les élections de délégués cette année, c'est que nous aurons la possibilité d'élire les représentants de notre choix et non ceux imposés par les syndicats.

En tout cas, le jour où nous entrerons en lutte nous saurons choisir nos vrais représentants.

(V.O. - Fermeture Eclair.)

NEYRPIC (Grenoble)

NI RIRE NI PLEURER, MAIS COMPRENDRE

Des bruits circulent que 55 membres de la maîtrise auraient été licenciés et seraient actuellement en train de faire leurs trois mois de préavis. Etablir les listes des futurs licenciés ne les a donc pas épargnés. 77 d'entre nous sont licenciés, mais la Direction a fait savoir qu'en raison du grand nombre des départs volontaires le sort des « non-affectés » n'est pas encore fixé. Pour le moment ils sont maintenus dans l'entreprise au-delà de janvier... jusqu'au jour où la Direction jugera nécessaire de les licencier effectivement.

La Direction continue sur sa lancée, et pourquoi s'arrêterait-elle ? C'est le visage réel de toute Direction qu'elle nous montre actuellement.

On avait tant parlé de Neyrpic, la bonne boîte qui avait signé un accord-maison garantissant toutes sortes d'avantages ; de la première usine ayant reconnu la section syndicale d'entreprise. Mais nous voyons là que tous ces « avantages », obtenus autour d'un tapis vert, sont faciles à reprendre, qu'un accord entre la Direction et les employés ne dure que tant que la Direction le veut bien, y trouve son compte, sinon elle le dénonce. Croire à des « accords », à la bonne boîte, nous met à la merci de problèmes comme ceux de l'année dernière. Un avantage n'est jamais garanti surtout lorsqu'on nous en fait cadeau. Notre seule garantie, c'est notre force, notre combativité et la possibilité d'imposer notre volonté à la Direction. Le reste est fait pour nous endormir.

Puis, dans notre lutte, nous avons cru à une solution facile du problème : intervention des autorités locales — après quelques démonstrations — entretiens avec des ministres, table ronde. Des universitaires se sont penchés sur notre cas, des colloques ont eu lieu. Eh bien, actuellement, qu'en est-il de notre « grande lutte » où tout le monde était censé nous soutenir contre Glasser ?

Notre cas n'intéresse plus les universitaires, les autorités soutiennent Glasser, notre combativité s'est émoussée, nos illusions se sont dissipées mais ont fait place à un certain découragement.

La Direction nous impose sa loi et nous ne réagissons pas. Ces illusions qui n'ont pas été dénoncées, bien au contraire, par nos directions syndicales, ont en grande partie empêché notre lutte d'être efficace.

Cette leçon peut et doit nous servir pour l'avenir. On ne se bat pas avec des illusions. Pour se battre il faut serrer les poings et ouvrir les yeux.

(V.O. - Neyrpic.)

QUAIS ET DOCKS (Marseille)

SAVOIR OU L'ON VA !

La grève de la semaine dernière venait après deux grèves où nous n'avons rien obtenu.

Effectivement, le problème des dockers, des marins ou de tous ceux qui travaillent avec le port est le problème général du port de Marseille.

Mais alors pourquoi n'avoir pas démarré au départ tous ensemble ? Pourquoi lasser des gens de cette façon ?

De toute façon si nous voulons imposer notre point de vue aux directions du port, ce n'est pas en revendiquant la nationalisation du port, car enfin Renault est nationalisé, la SNCF et le métropolitain aussi et combien d'autres et cela change-t-il la condition de ceux qui y travaillent ?

Est-ce que Renault n'a pas licencié 3.000 travailleurs (en 1960) au mépris de toute légalité ? Les mineurs ne sont-ils pas licenciés sans être reclassés quand on réorganise la production minière ?

L'Etat est au service exclusif de la bourgeoisie. C'est aussi pour la servir qu'il nationalise les industries indispensables à ses intérêts, mais qui ne sont pas assez rentables pour qu'elle les exploite, c'est un moyen de se faire subventionner.

Si nous en avons la force, nous devons imposer la gestion du port par les travailleurs. Les travailleurs sont capables de gérer toute la société bien mieux que ne le font les capitalistes ou leur Etat car ils la géreraient dans l'intérêt de tous et non dans celui de quelques-uns.

Nous ne devons pas perdre notre temps, nos forces, notre énergie à revendiquer une nationalisation qui ne changera rien.

Nous devons imposer que, géré par des capitalistes ou par le diable, le port nourrisse ceux qui y travaillent. Quand nous serons capables d'imposer cela, nous serons sur le chemin de la gestion par les travailleurs.

V.O. QUAIS ET DOCKS.

HOSPICES CIVILS DE LYON

SAVOIR CE QUE NOUS VOULONS

Le 6 novembre, la grève des fonctionnaires est décidée. Il est question pour nous d'y participer. A l'heure où nous écrivons, aucune directive syndicale ne nous est parvenue, et pourtant nous sommes bien placés pour savoir qu'il faut en principe un préavis de 4 jours avant de déclencher une grève. C'est le prétexte même que nos syndicats ont invoqué pour limiter notre dernière grève à 48 heures et ne plus la recommencer en fin de compte ! Et pourtant les perturbations causées par les congés de la Toussaint ne sont pas faites pour faciliter la préparation de la grève.

Certes nous avons des revendications à satisfaire. Qu'avons-nous obtenu à la suite de notre grève du mois dernier ?

— Titularisation des auxiliaires ayant 3 ans de présence, à partir de janvier 64.

— Pour les auxiliaires, pour les mois de septembre, octobre, novembre, décembre, une « indemnité » de 15,50 % du traitement mensuel, versée en deux tranches.

Cette « indemnité » n'est que la feuille de vigne qui recouvre pudiquement nos bas salaires dont d'ailleurs la Direction, par le fait même, reconnaît l'insuffisance.

Enfin, pour les titulaires, un acompte sur la prime 1963 (chose qu'on a l'audace de nous présenter comme une faveur, alors que ce n'est qu'une partie de ce qui nous est dû).

Quant au retour à la semaine de 40 heures, malgré une vague promesse de discussions sur la semaine de 42 heures, nous l'attendons toujours. Mais consolons-nous, nous pourrons toujours travailler 4 dimanches de suite pour récupérer en heures supplémentaires 8 heures par mois sur les 20 qui nous sont régulièrement volées !

Tout cela n'est pas très sérieux et lorsque nos syndicats réunis nous demandent, par voie de tract, de « rester vigilants », nous sommes en droit de nous demander de qui ils se moquent. Il ne suffit pas que M. le Préfet et M. le Maire aient constaté le « bien-fondé » de nos revendications. En réalité, c'est à nous qu'il appartient d'agir.

Il est clair que nous devons nous associer à tous les travailleurs en lutte, et à plus forte raison à ceux de la Fonction Publique. Quoique sans nous faire d'illusions sur la portée de ce mouvement limité, sachons que c'est le minimum de ce que nous devons faire si nous voulons mettre de notre côté quelques chances de réussite.

(V.O. - Hospices de Lyon.)

CAFL (St-Chamond)

ET MAINTENANT ?

Mardi 29 octobre s'est déroulée la 3e Journée d'action de la Loire. Comme les 2 précédentes, on peut dire qu'elle a été un succès par le nombre de ses participants.

La grève a touché la Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire, la Société des Forges et Ateliers du Creusot, Schneider, Manufrance, les Ateliers du Furan, les usines de la vallée du Gier, et de l'Ondaine, les Ets Angérieux à Saint-Héand.

Certaines boîtes ont été arrêtées dès le matin, d'autres l'après-midi, avec dans certains secteurs 98 % de grévistes.

Maintenant que nous nous sommes comptés, par ces grèves d'avertissement, que nous nous sommes prouvés que nous sommes prêts à nous bagarrer pour obtenir la satisfaction de nos revendications, qu'attendons-nous pour le faire réellement.

Nous avons tous les mêmes revendications, pourquoi essayer de les imposer chacun dans notre coin à notre tour ?

C'est en coordonant la lutte que nous arriverons à la mener à bien. Il y a de grandes chances pour qu'un arrêt simultané de toutes les boîtes de la Métallurgie de la Loire et pour une durée indéterminée permette au patronat de considérer avec beaucoup plus d'attention (et de craintes) nos revendications que des parlottes autour d'un tapis vert.

C'est dès aujourd'hui qu'il nous faut nous préparer à la lutte en discutant entre nous, prendre des contacts avec les autres entreprises touchées et puis entamer la lutte. Nous n'avons plus de temps à perdre.

(V.O. - C.A.F.L.)

CIFTE-LCF (Lyon)

UNE LUTTE A MENER

Le défilé des travailleurs qui, tous les matins, attendent pour l'embauche, n'indique pas spécialement la prospérité ou l'extension de l'entreprise, car le nombre des salariés occupés par l'usine est à peu près le même qu'il y a quelques années. Il y a bien sûr des machines nouvelles, plus perfectionnées qui, avec moins de personnel, produisent beaucoup plus, au plus grand bénéfice du patron, ou plutôt de la société qui nous exploite.

Cette entrée continuelle de nouveaux arrivants correspond à une sortie permanente du personnel qui ne reste que quelque temps dans l'usine. Il s'agit surtout d'une catégorie de travailleurs non qualifiés du point de vue professionnel qui, embauchés parce que le patron en a besoin pour effectuer manutention ou autres services, s'aperçoivent au bout de quelques jours qu'ils gagnent à peine de quoi subsister, tout en exécutant un travail bien souvent fatigant ou sale, dans de mauvaises conditions.

Il serait particulièrement important qu'au moment où le coût de la vie s'élève de plus en plus, ces salaires minima, si l'on peut dire, soient relevés substantiellement et sans tarder.

Il y a aussi les conditions de travail à voir, bien souvent, au point de vue de l'hygiène ou de la sécurité.

Nous espérons que nos délégués seront à la hauteur de leur tâche et, qu'aidés par nous tous, ils auront à cœur de mettre en tête des revendications urgentes tout ce que les travailleurs les plus défavorisés de l'usine sont en droit d'obtenir.

(V.O. - Cifte-LCF.)

CABLES DE LYON (Lyon)

ET MAINTENANT ?

La journée du 28 octobre a été certainement la plus chaude que la boutique ait connue depuis des années. Incontestablement le débrayage a été un succès. Tout d'abord par le pourcentage des grévistes, où brillait par son absence un membre bien connu du comité d'établissement. Ensuite, par le climat plus dur que d'habitude et qui traduisait parfaitement l'indignation devant les menaces qui pèsent sur nous tous. Cette indignation a trouvé son écho chez les responsables des deux centrales syndicales qui n'ont pas manqué de souligner que cette fois c'était à nous-mêmes de prendre les opérations en mains et non plus seulement le collège des délégués. C'est certainement sous la pression de notre colère (et, qui sait ? par crainte d'un débordement) que nos dirigeants ont donné la consigne d'une irruption dans les escaliers des bureaux.

Mais qu'..vons-nous obtenu ?

Les licenciements de personnel sont suspendus... sauf en cas de faute grave ou de détérioration de la situation économique. C'est toujours ça de pris, mais ne croyons pas pouvoir dormir sur nos deux oreilles. Ce n'est qu'une trêve. Pour les besoins de sa cause la direction pourra être toujours amenée à faire des « aménagements » de personnel en « démontrant » que la situation est plus mauvaise. De même, elle se réserve le droit d'invoquer la faute professionnelle chez un camarade muté à un poste avec lequel il n'est pas familiarisé. Nous ne serons jamais à l'abri de telles menaces tant qu'il n'y aura pas de contrôle ouvrier sur la production.

Nous serons probablement amenés à repasser à l'action et il faut y penser dès maintenant. Pour cela il ne suffit pas d'attendre béatement que les mots d'ordre nous tombent... du ciel et de répondre à « tous les appels que nos syndicats peuvent nous lancer ».

C'est à nous qu'il appartient de déterminer en commun nos objectifs et les formes de notre lutte. Sachons prendre l'initiative de nous réunir dans ce but si nos dirigeants syndicaux n'y pensent pas.

(V.O. - Câbles de Lyon.)

Directeur-Gérant : M. SCHRŒDT
IMPRIMERIE PARISIENNE
WILSON • PROUDHON
86, avenue du Président-Wilson, 86
La Plaine-St-Denis (Seine)
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

S. N. C. F.

SUIVRE LES GUIDES OU TENIR LES RENES

La grève du 23 octobre a eu le succès que nous savons. A part les services administratifs qui ont montré leur semi-indifférence apparente habituelle, 80 % des cheminots au moins sont entrés en lutte.

Les revendications n'étaient pourtant pas précisées d'une manière formelle :

— augmentation générale des salaires et des pensions (même substantielle), sans en préciser les limites, qu'est-ce que ça veut dire ? 1 %, 5 %, 20 % ou 50 % ?

— Retour progressif à la semaine de 40 heures, sans en fixer ni le temps, ni l'application, qu'est-ce que ça veut dire ? 1 h. de moins pendant 5 ans ou les 40 heures tout de suite ?

Quant à nous, nous pensons que se battre autour de mots d'ordre précis aurait été préférable comme, par exemple, 150 F. ou 200 F. de plus par mois et pour tous.

En ce qui concerne la semaine de 40 heures, la loi prévoyant son application à la S.N.C.F. n'a pas été abrogée, mais le « provisoire » qui la porte à 48 heures — « provisoire » qui dure depuis bientôt 20 ans — n'a été possible que parce qu'un jour on nous a dit de relever les manches et que ça irait mieux. C'est allé mieux, en effet, mais pour qui, pour quoi ? Le retour aux 40 heures ne serait donc que l'application pure et simple de la loi.

Si la grève, à laquelle nous avons souscrit par principe, a pu obtenir le succès que nous lui avons connu, c'est bien parce que les cheminots ont, une fois de plus, cru que l'on irait plus loin dans la lutte et cela dans les jours à venir.

Mais les jours passent ; les semaines vont passer certainement (comme on voudrait se tromper !) sans que rien de nouveau ne soit décidé. Cette semaine, nos camarades des autres secteurs, pour des objectifs identiques, font connaître — une fois de plus — leur mécontentement.

Et nous, qu'allons-nous faire ? Nous avons pourtant là une bonne occasion de concrétiser avec les autres secteurs publics nos revendications en les précisant et en les unifiant. Mais nous les regarderons faire leur grève, comme ils nous ont regardé faire la nôtre.

En fait, c'est certainement à contre-cœur que de part et d'autre on agit ainsi.

Vainement, nous espérons chaque fois que ceux qui ont à charge de nous guider, sachent le faire comme il faut. Mais chaque fois nous sommes obligés de constater qu'il en est autrement.

Tant que la classe ouvrière en général, et les cheminots en particulier, ne saura pas se libérer de ses « guides » et agir en responsable de sa propre destinée, il en sera ainsi.

Qu'on se le dise !

V.O. CHEMINOT.

S. N. C. F.

(Chapelle-Triage)

« LIBERTE D'EXPRESSION »

Dans plusieurs chantiers de la gare du Nord des chefaillons ont pris pour habitude de déchirer et mettre à la poubelle les tracts syndicaux, sous prétexte que ceux-ci ne plaisaient pas aux chefs.

Les tracts et journaux de toute tendance syndicaliste sont nos moyens d'expression et d'information. Ils nous appartiennent et c'est notre bien, n'en déplaise à nos chefs. Nous sommes assez grands pour prendre en main notre éducation morale — que notre choix diffère sur telle ou telle littérature, c'est une question de goûts et on ne peut les confondre avec ceux de notre Direction, pour nous c'est notre vie qui nous intéresse et non celle « ...du rail ».

La liberté d'expression sur les chantiers a été comme toute autre revendication, le fruit de luttes. Que nos chefs sachent que nous sommes décidés à la défendre.

V.O. LA CHAPELLE TRIAGE.

C S F

(Issy-les-Moulineaux)

HEURES ET MALHEURS SUPPLEMENTAIRES

La boîte continue son petit train-train de déplacé - déclassé - démissionné. Evidemment les camarades visés préfèrent, à un déclassement-retour à la machine, etc... aller chercher du travail dans leur spécialité, ailleurs.

« Il n'y aura peut-être pas de travail en 1964 » a dit la Direction. Pour l'instant il y en a et elle fait appel aux heures supplémentaires et un certain nombre de camarades l'aident en venant travailler le samedi. Evidemment ces ouvriers ont de bonnes raisons pour venir gonfler artificiellement leur salaire en allongeant leur semaine de travail. Nous avons déjà dit ce que nous pensions de cette pratique (qui ne rapporte au bout du compte qu'au patron) et des billets supplémentaires échus à ces salariés qui ne peuvent par ailleurs que difficilement en profiter quand on travaille six jours dans une semaine, il ne reste que peu de place pour les loisirs, la fatigue accumulée en plus, etc... De plus les autres ouvriers sont en plus mauvaise posture pour réclamer des augmentations de salaires : la moyenne des salaires étant plus élevée par cet artifice.

Et la revendication de diminution du temps de travail que devient-elle ? La semaine légale est de 40 heures, la semaine réelle de 47 et pour certains elle dépasse 50 heures.

Il est bien évident que dans de telles conditions, la maison pourra livrer ses commandes à temps et qu'il ne lui restera plus, si elle ne décroche pas de nouveaux marchés, qu'à « remercier » ceux qui l'auront secourue dans ses moments de détresse en même temps que les autres. Les salariés restants seront obligés de gré ou de force à faire 60 heures ou plus. Car il ne faut pas se faire d'illusions elle ne fera pas de sentiment que nous soyons docile ou pas elle nous réservera le même sort.

Les perspectives que nous venons de tracer ne sont pas tellement noircies. Et si nous n'en sommes pas là actuellement, il n'y a que peu de pas à faire pour y arriver.

Si nous voulons diminuer les risques de chômage nous devons obligatoirement lutter contre les heures supplémentaires et nous organiser dès maintenant en vue de cette lutte, c'est aussi garantir notre avenir.

V.O. C.S.F. Issy.

C S F

(Levallois)

JOUER LES JAUNES ?

Actuellement, l'usine de Levallois tourne à plein rendement ; certains vont même jusqu'à faire 60 heures. Evidemment ces ouvriers ont de bonnes raisons pour venir gonfler artificiellement leur salaire en allongeant leur semaine de travail. Nous avons déjà dit ce que nous pensions de cette pratique qui ne rapporte gros qu'au patron ; de plus, actuellement, la direction générale C.S.F. joue une usine contre l'autre : ainsi, à Issy-les-Moulineaux, elle licencie sous prétexte qu'il n'y a plus de travail, travail qu'elle fait faire aux autres boîtes. Faire des heures dans ces conditions, c'est finalement aider la direction dans sa manœuvre ?

Si le patron est parfaitement informé de tout ce qui se passe dans ses différentes usines, il n'en est pas de même des ouvriers. Les syndicats parlent d'unité à tout bout de champs, mais le fait qu'ils soient incapables de coordonner leur action dans les différentes C.S.F. prouve le sérieux de leurs intentions.

V.O. C.S.F. Levallois.

DESFOSSÉS

LES MANŒUVRES ET NOUS

Le directeur aurait été scandalisé par la revendication posée par les camarades manœuvres manutentionnaires qui ont « osé » lui demander une augmentation de 50 centimes de l'heure ; il estime cette revendication peu sérieuse et aurait ajouté pour se justifier « si je donne 50 centimes aux manœuvres, combien devrai-je alors payer mes conducteurs ? ».

Voilà où le bât blesse. Effectivement, si la direction accorde 0,50 F d'augmentation aux plus mal payés, il faudra bien qu'elle cède au moins autant, sinon plus, à ceux qui le sont mieux. Mais en argumentant ainsi, elle espère nous faire adopter son raisonnement ; elle prend ses désirs pour des réalités. Le faire serait nous condamner à ne rien obtenir, ni les uns ni les autres ; c'est ce qu'elle souhaite.

Ne tombons donc pas dans son piège. Qu'elle accorde les 0,50 F aux manœuvres. Contrairement à ce qu'elle pense, ce n'est pas de trop, pas du tout. Le reste, c'est à dire ce qu'elle lachera à « ses » conducteurs, cela se discutera après.

V.O. Desfossés.

C. A. F.

(Rue Viala, Paris-XV)

UN EXEMPLE A SUIVRE

Cela fait déjà bien longtemps que nos camarades enquêteuses réclament un départ anticipé d'une demi-heure par jour, justifié par un travail particulièrement pénible. Or jusqu'ici, malgré de multiples démarches syndicales, la Direction a fait la sourde oreille devant cette revendication jusqu'au moment où les enquêteuses exaspérées ont manifesté leur intention de se mettre en grève.

La Direction, apparemment plus sensible à ce type d'arguments qu'à d'autres, a accordé enfin la demi-heure.

On constate une fois de plus que si la démarche des syndicats est utile, elle ne constitue que la coquille de la noix. C'est à nous, par notre activité, de donner le poids aux démarches de nos délégués.

V.O. C.A.F.

AIR FRANCE

(Orly-Nord)

LUTTER TOUS ENSEMBLE

Il semble que la rentrée syndicale soit faite et qu'un mouvement revendicatif prenne de l'ampleur. Les travailleurs de la S.N.C.F. ont donné le signal, suivis par les banques, la navigation aérienne, la fonction publique...

Et nous, travailleurs d'Air - France, que sommes-nous là-dedans ? Pas grand'chose, semble-t-il. Pourtant, le mécontentement des cheminots, des employés de banque et autres, est aussi celui de tous.

Nous sommes touchés par l'augmentation des prix, la diminution de notre niveau de vie. D'autre part, chez nous, à Air-France, ainsi que dans les compagnies maritimes et les mines, le patronat, sous le couvert de l'Etat, s'attaque à la stabilité, à la sécurité de notre emploi. A Toulouse, une partie du personnel d'Air-France a été détachée à Sud-Aviation.

C'est donc tous les travailleurs qui sont atteints, qu'ils soient de l'E.D.F., de la S.N.C.F., d'Air - France, de la R.A.T.P., des P. et T. et de centaines d'autres entreprises.

Alors déjà, on se demande pourquoi, sciemment, les organisations syndicales nous poussent à des luttes divisées. Et leur fameuse unité, qu'est-ce donc ? Ce que nous voulons, c'est l'unité d'action pour faire triompher les revendications communes à tous les travailleurs contre le front uni du patronat. Nous ne devons pas et nous ne voulons pas revendiquer pour rien.

1° Il nous faut 200 F d'augmentation uniforme et pas de pourcentages sous le prétexte que les cadres seront avec nous.

2° Le retour immédiat aux 40 heures, seule garantie vers la stabilité de l'emploi.

3° L'échelle mobile des salaires.

La classe ouvrière peut gagner ses revendications, elle en a la force et bien plus encore, si elle s'engage dans une lutte unie.

Aux syndicats de nous prouver que leur unité n'est pas faite que de paroles mais d'action.

V.O. Air - France.

CRÉDIT LYONNAIS

(Paris-Richelieu)

POUR MARCHER, IL FAUT SAVOIR OU L'ON VA

Au Siège et dans les agences parisiennes, nous avons le privilège — négatif — d'avoir compté le pourcentage le plus faible de grévistes le 31 octobre.

Bien sûr, on peut expliquer cela en disant que nous avons été parmi les travailleurs les plus augmentés durant d'année dernière et que le problème de la hausse des prix se pose à nous de façon moins évidente que pour les autres travailleurs ou même les employés des autres banques, puisqu'en plus des augmentations paritaires, nous avons touché la Prime du centenaire.

Mais alors, pourquoi la province a-t-elle débrayé en moyenne à 80 % ?

Cette première explication est donc insuffisante.

Nos organisations syndicales pourraient rechercher la bonne explication dans le fait que nous, qui avons participé à d'innombrables grèves tournantes, nous ne voyons pas très bien où nous mène la reprise des grèves. Car les grèves tournantes, on le voit, là, sont démoralisantes. Même si ce n'est qu'à terme.

Nous avons tous conscience que ce n'est pas une grève même de la totalité des banques, qui peut faire plier les banquiers sur des revendications déterminantes. Et reprendre une lutte désordonnée pour obtenir quelques % au bout du compte, cela n'est guère encourageant pour le plus grand nombre.

Seul, un programme de lutte pour des revendications importantes (200 F de plus par mois — échelle mobile des salaires — les 40 heures —), précisant quelle est la façon dont nous pourrons obtenir gain de cause, démontrant la possibilité de victoire, examinant quels sont les moyens en notre possession que nous pourrons employer dans la lutte, nous donnerait conscience de notre force et nous amènerait en grand nombre à participer au combat.

L'échec, il faut bien le dire, de la grève du 31/10 au Crédit Lyonnais, montre une fois de plus que les pires ennemis des luttes syndicales sont finalement les directions des syndicats et leurs tactique erronées.

Et c'est grave, car vaincre, nous pouvons, car tous ensemble nous sommes les plus forts, nos patrons ne peuvent se passer de nous.

V.O. Crédit Lyonnais.

THOMSON

(Gennevilliers)

MOUVEMENT AGENT TECHNIQUE

Les A.T. ont de nouveau posé leurs revendications. Ils se sont réunis à la Bourse du Travail de Gennevilliers pour en discuter. Dans la profession d'agent technique, il y a trop de catégories ou de sous-catégories inventées par la Thomson. Ensuite, il faut se mettre d'accord sur l'augmentation du nombre de points de telle manière que personne n'y perde, sans pour cela qu'il existe une trop grande disproportion entre les catégories. Il n'est pas normal qu'un A.T. 1 touche seulement la moitié de ce que gagne un A.T. 3 par exemple.

Faire reconnaître cela par les patrons de l'électronique est parfaitement légitime. Les agents techniques qui ont décidé de faire aboutir ces revendications pensent qu'il n'est pas nécessaire que les syndicats se disputent les zones d'influence parce que l'un est majoritaire chez les A.T., comme c'est le cas à Gennevilliers, mais qu'ils tiennent compte des exigences réelles des travailleurs.

ASSISTANCE PUBLIQUE

FRAPPER A LA BONNE PORTE

L'A.P., qui se veut à la tête de toutes « les révolutions » tant sur le plan technique, par son matériel, que sur le plan médical par ses recherches, n'arrive même pas à mettre à notre disposition dans les services un matériel fonctionnant convenablement. Il existe des appareils qui sont pourtant d'une importance capitale, par exemple : les appareils à aspirations gastrique ou bronchique. Mais l'on s'aperçoit que s'il existe dans un service des aspirateurs en nombre relativement suffisant, en réalité aucun de ces appareils ne fonctionne et nous perdons un temps énorme, lors d'une nécessité urgente, à trouver un aspirateur fonctionnant à peu près correctement.

Cette perte de temps se solde toujours par des discussions souvent orageuses entre médecins et infirmières. Rares sont les surveillantes qui nous soutiennent dans ces cas là ; en se mettant du côté médical elles aggravent la chose.

Ce sont nos médecins qui ont la responsabilité du bon fonctionnement du matériel. Ce n'est pas à nous de faire la vérification du fonctionnement. Nous ne devons accepter en aucun cas qu'ils se déchargent sur nous. C'est à l'administration que les médecins doivent s'adresser. Leurs réclamations auront sans nul doute plus de poids que les nôtres.

V.O. A.P.

RHONE - POULENC

Vitry-sur-Seine

200 F POUR TOUS

Il s'est trouvé des camarades, lors de la grève du 30, pour refuser de sortir parce que la revendication d'augmentation en pourcentage ne leur convenait pas.

Bien sûr, le fait de n'être pas entièrement d'accord sur la forme d'une revendication ne justifie pas forcément de se désolidariser de la lutte des copains. Mais il faut néanmoins admettre que ce genre de choses ne se produirait pas si nos syndicats, avant de lancer un mot d'ordre, prenaient la peine de nous consulter, de nous réunir, et de n'organiser que des mouvements avec lesquels nous soyons d'accord.

Revendiquer une augmentation en pourcentage, cela revient à admettre, voire à accentuer, une hiérarchie dont nous ne pouvons que nous plaindre. Les catégories professionnelles, et les infinies variétés de salaires qui existent dans la boîte, tout cela ne sert que le patron et notre but ne doit pas être de les encourager, ni même de justifier en quoi que ce soit leur existence.

Au contraire, nous savons bien que tous nos salaires sont insuffisants. Seule une augmentation uniforme peut nous satisfaire et réaliser l'unification de nos luttes, condition essentielle de leur efficacité.

V.O. RHONE-POULENC.

ASSURANCES GÉNÉRALES

(Paris-Richelieu)

UNE FOIS TOUS LES 17 ANS...

— Le Gascon —

Le jeudi 24 octobre, la cour des A.G. a été le théâtre d'un événement inattendu : les syndicats totalement invisibles le reste du temps pour l'employé à la recherche de réunions sont brusquement sortis de leur repaire. La réunion d'information, annoncée le matin même, a réuni les 2/3 du personnel des A.G. Nous aurions aimé que cette réunion fût l'occasion de fructueux échanges sur les problèmes revendicatifs, et non une exhibition de Bignon qui fit une performance oratoire, en tenant le crachoir 1 h. 10' (il est vrai, pour ne pas dire grand chose mais avec effets de voix et gestes très calculés). Ce qui avait été aussi très calculé, c'est la sinistre comédie d'annoncer au début que pourrait prendre la parole quiconque désirerait exprimer son opinion ; or, la plus élémentaire honnêteté aurait consisté à informer les employés de cette réunion plusieurs jours à l'avance. Une réunion générale tous les 17 ans, cela doit pouvoir s'annoncer une semaine à l'avance, pour que les contradicteurs éventuels puissent préparer leurs questions. Restait le risque que des employés trouvent la réplique à ces fadaises sans consistance ; c'est pourquoi M. Bignon a tenu le micro jusqu'à 17,10 h, 5 mn avant la fin du travail de ceux de l'Incendie. Ce que nous voulons, ce n'est pas un discours tous les dix-sept ans, mais nous réunir régulièrement et prendre notre sort en main. Les discours que nous serons amenés à faire alors seront sans doute moins « travaillés » que celui du permanent, mais autrement efficaces.

V.O. Assurances générales